



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

avis 60.352/4  
du 22 novembre 2016

sur

un projet d'arrêté du  
Gouvernement de la Région de  
Bruxelles-Capitale 'relatif au  
télétravail'

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

advies 60.352/4  
van 22 november 2016

over

een ontwerp van besluit van de  
Brusselse Hoofdstedelijke  
Regering 'betreffende  
telewerk'

Le 28 octobre 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme et du Port de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif au télétravail'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 22 novembre 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 22 novembre 2016.

\*

Op 28 oktober 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'betreffende telewerk'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 22 november 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 22 november 2016.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

### OBSERVATION GÉNÉRALE

Le projet d'arrêté reprend l'essentiel du dispositif de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mai 2012 'relatif au télétravail' (ci-après : l'arrêté du 3 mai 2012), en modifiant celui-ci sur plusieurs points précis. Par conséquent, le recours à un arrêté modificatif de l'arrêté du 3 mai 2012 paraîtrait plus adéquat qu'un arrêté abrogeant et remplaçant ce dernier.

En effet, y compris en ce qui concerne les dispositions reproduites telles quelles, l'arrêté envisagé doit être considéré comme une nouvelle manifestation de la volonté de l'autorité investie du pouvoir réglementaire, ce qui signifie que ces dispositions pourront, elles aussi, faire l'objet d'un recours en annulation devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État.

### OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

#### PRÉAMBULE

1. Il résulte de l'article 1<sup>er</sup>, § 2, de l'arrêté royal du 8 mars 1989 'créant l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement', confirmé par la loi du 16 juin 1989, que :

« L'Institut est soumis aux règles fixées pour les organismes visés à l'article 1<sup>er</sup>, A, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public ».

C'est dès lors en vertu de l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de cette loi du 16 mars 1954 – qui est mentionné à l'alinéa 2 du préambule – que le Gouvernement est habilité à régler le statut du personnel de l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement.

Par conséquent, l'alinéa 3 doit être omis.

2. À l'alinéa 10, il convient de viser l'article 40 de l'ordonnance du 17 juillet 2003 'portant le Code bruxellois du logement', modifié par l'ordonnance du 11 juillet 2013, et non l'article 30 de la même ordonnance.

3. À l'alinéa 11, il convient de préciser qu'il s'agit de l'article 9 de l'ordonnance du 28 mai 2015 'créant un organisme d'intérêt public centralisant la gestion de la politique de prévention et de sécurité en Région de Bruxelles-Capitale'.

4. Ni l'avis du conseil d'administration de la Société du Logement de la Région bruxelloise, ni l'avis du conseil d'administration de la Société régionale du Port de Bruxelles ne constituent des formalités obligatoires. Dès lors, ces avis ne doivent pas être repris au sein des visas du préambule mais des mentions peuvent être remplacées par des considérants au titre de formalités facultatives <sup>1</sup>. Par conséquent, les alinéas 16 et 17 du préambule seront omis.

5. Dès lors que l'arrêté concerne également le personnel du Bureau bruxellois de la planification <sup>2</sup>, il convient également de viser l'article 10 de l'ordonnance du 29 juillet 2015 'portant création du Bureau bruxellois de planification' dans un nouvel alinéa 12.

6. La mention des ministres proposant ne doit pas se présenter comme une liste mais être rédigé de manière continue <sup>3</sup>.

La même observation vaut pour la rédaction de l'article exécutoire <sup>4</sup>.

## DISPOSITIF

### Article 1<sup>er</sup>

La section de législation attire l'attention de l'auteur du projet sur le fait que le personnel de Bruxelles Gaz Électricité – BRUGEL n'est pas visé par le projet, alors même que l'arrêté du 3 mai 2012 a été modifié par un arrêté du 25 février 2016 afin d'étendre son champ d'application au personnel de cet organisme. L'auteur du projet vérifiera s'il n'y a pas lieu d'étendre le champ d'application du projet à cet organisme et de compléter le préambule en conséquence.

### Article 2

1.1. Comme le relevait la section de législation dans son avis 51.075/2 <sup>5</sup>, les définitions des notions de « télétravailleur structurel » et de « télétravailleur occasionnel » « paraissent vouloir organiser un système dans lequel un télétravailleur qui ne serait pas un 'télétravailleur mobile' est un télétravailleur structurel ou occasionnel ».

---

<sup>1</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 31.

<sup>2</sup> Celui-ci est en effet visé par l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1°, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale', auquel renvoie l'article 1<sup>er</sup>, 2°, du projet. Par ailleurs, la section de législation relève que dans la version néerlandaise de cette dernière disposition, l'intitulé de l'arrêté concerné n'est pas complet.

<sup>3</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 41 et formule F 3-8-2.

<sup>4</sup> *Ibid.*, recommandations n°s 162 à 168, formule F 4-7-2.

<sup>5</sup> Avis 51.075/2 donné le 2 avril 2012 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mai 2012 'relatif au télétravail'.

1.2. Il convient de faire ressortir cette dichotomie plus clairement dans des définitions de ces différentes notions.

1.3. Du reste, la section de législation observe que les définitions en projet n'atteignent pas l'objectif annoncé dès lors que, par exemple, un télétravailleur dont les modalités de télétravail prévoient un télétravail régulier un mercredi sur deux ne serait repris dans aucune de ces deux catégories.

Si l'intention de l'auteur du projet est d'interdire une répartition du travail qui ne serait pas conforme aux deux définitions en projet, il doit le faire par un article distinct et pas au moyen de définitions, qui ne peuvent pas contenir d'éléments normatifs <sup>6</sup>.

2. La définition donnée par l'article 2, 10°, du projet de la notion de « chef fonctionnel » est peu claire <sup>7</sup> et ne permet pas, dans certains cas, d'identifier une personne unique. Ceci résulte de l'utilisation de l'expression « et/ou ».

La disposition sera revue afin de déterminer clairement qui est le chef fonctionnel qui donne un avis sur la demande de télétravail.

3. Dans un souci de sécurité juridique, il convient de définir la notion de « jour ouvrable » dans l'article 1<sup>er</sup> du projet <sup>8</sup>.

### Article 3

1. L'auteur du projet est sans compétence pour régler les missions du Comité de Concertation de Base. C'est au législateur fédéral qu'elle appartient.

À l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les mots « et la soumet au Comité de Concertation de Base » doivent être omis.

2. À l'alinéa 2, il convient de remplacer les mots « au point 2 » par les mots « au 2° ».

---

<sup>6</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 97.

<sup>7</sup> Cette définition est issue des articles 1<sup>er</sup>, 6°, des arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région Bruxelles-Capitale' et 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale'.

<sup>8</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 95.

#### Article 4

1. Dans un souci de clarté, à l'article 4, § 3, du projet, les termes « dans les trois jours ouvrables » seront déplacés entre les termes « une copie de cet avis défavorable est adressée » et les termes « aux membres du personnel ».

2. Le délégué du Ministre précise que l'intention de l'auteur du projet est de faire de la réclamation prévue par l'article 4, § 3, du projet un préalable obligatoire à la transmission du dossier concernant la demande de télétravail d'un travailleur au conseil de direction. Le dispositif du projet sera, dès lors, complété afin de prévoir expressément les conséquences d'une absence de réclamation dans les délais.

#### Article 6

Au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, il est énoncé que « [p]our les membres du personnel statutaire, l'accord visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> fait l'objet d'un acte unilatéral ». Pour éviter une contradiction dans la terminologie, il serait préférable de n'utiliser le concept d'accord que pour le personnel contractuel et de recourir à celui de « décision de l'employeur actant l'accord » pour le personnel statutaire.

#### Article 7

Compte tenu de l'incidence budgétaire que ne manquera pas d'avoir la fixation d'une indemnité liée au télétravail, l'habilitation prévue par l'article 7 du projet est excessive.

Il appartient au Gouvernement de déterminer lui-même le montant de l'indemnité aux télétravailleurs.

L'article 7 sera dès lors omis.

#### Article 8

1. Il ressort des explications fournies par le délégué du Ministre que l'article 8, § 2, du projet ne concerne en aucun cas les télétravailleurs mobiles, ceux-ci étant exclusivement régis par l'article 8, § 3, du projet.

Par conséquent, il convient de préciser que les télétravailleurs qui sont visés à l'article 8, § 2, du projet ne sont pas l'ensemble des télétravailleurs, mais uniquement les télétravailleurs structurels et occasionnels.

2. Au paragraphe 2, il y a lieu d'écrire en toutes lettres « heures » et « minutes », à moins d'utiliser les abréviations des unités de mesures légales<sup>9</sup>.

### Article 10

1. À l'article 10, alinéa 2, l'auteur du projet ne fait aucune différence entre les travailleurs selon leurs nombres d'heures respectifs de prestations, lorsqu'il fixe un quota maximal de nombre de jours de télétravail par semaine autorisé.

Selon qu'un agent travaille à temps plein ou à temps partiel, la limitation du télétravail fixée par l'arrêté en projet n'aura pas la même portée. Un agent engagé à temps partiel pourrait, par exemple, être autorisé à prester l'ensemble de ses heures de travail en recourant au télétravail, alors qu'une telle possibilité n'est pas prévue pour un agent engagé à temps plein.

L'auteur doit s'assurer de la conformité d'un tel dispositif aux principes d'égalité et de non-discrimination.

2. Il ressort de l'article 2, 6°, du projet que la définition de la notion de « télétravail mobile » renvoie exclusivement au télétravail presté par un travailleur mobile à son domicile.

Par conséquent, à l'article 10, alinéa 4, les termes « ou dans tout autre endroit fixe convenu en dehors des locaux de l'employeur » seront supprimés.

### Chapitre IV

Dans le texte français, l'intitulé sera rédigé comme suit : « Durée et extinction de l'accord de télétravail ».

### Article 17

1. Il y a deux articles 17 ; le projet sera correctement renuméroté.

2. Dans l'article 17, le premier, lorsque l'acte à abroger a subi des modifications, l'auteur du texte doit abroger l'acte initial en citant les modifications dont il a fait l'objet et qui sont toujours pertinentes<sup>10</sup>.

<sup>9</sup> Voir le tableau fixant les unités de mesures légales et leurs multiples et sous-multiples, annexé à l'arrêté royal du 14 septembre 1970 'portant mise en vigueur partielle de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure et fixant les unités de mesure légales et les étalons et les mesures nécessaires à la reproduction de ces unités', spécialement le chapitre I, point 6.

<sup>10</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 138 et formule F 4-3-2.

3. Dans le second article 17, dont la présentation sera corrigée et qui devient l'article 18, il y a lieu d'écrire « sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté »<sup>11</sup>.

Pour le surplus, la section de législation renvoie à l'observation n° 6 sous le préambule.

### OBSERVATION FINALE DE LÉGISTIQUE

Les chapitres doivent être numérotés en chiffres arabes<sup>12</sup>.

\*

---

<sup>11</sup> *Ibid.*, recommandations n°s 162 à 168 et formule F 4-7-2.

<sup>12</sup> *Ibid.*, recommandation n° 64.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### ALGEMENE OPMERKING

Het ontwerpbesluit neemt grotendeels de tekst over van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 mei 2012 ‘betreffende telewerk’ (hierna het besluit van 3 mei 2012 genoemd) en wijzigt die op een aantal welbepaalde punten. Het lijkt dan ook beter het besluit van 3 mei 2012 met een wijzigingsbesluit te wijzigen, veeleer dan het op te heffen en te vervangen.

Het ontworpen besluit moet immers, ook wat de ongewijzigd overgenomen bepalingen betreft, beschouwd worden als een nieuwe wilsuiting van de verordenende overheid, wat betekent dat ook tegen die bepalingen een beroep tot nietigverklaring kan worden ingesteld bij de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State.

### BIJZONDERE OPMERKINGEN

#### AANHEF

1. Artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit van 8 maart 1989 ‘tot oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer’, bekrachtigd bij de wet van 16 juni 1989, luidt als volgt:

“Het Instituut is onderworpen aan de regels, vastgesteld voor de instellingen bedoeld in artikel 1, A, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut”

Het is bijgevolg krachtens artikel 11, § 1, eerste lid, van die wet van 16 maart 1954 – die in het tweede lid van de aanhef wordt vermeld – dat de Regering gemachtigd is het statuut van het personeel van het Brussels Instituut voor Milieubeheer te regelen.

Het derde lid van de aanhef moet derhalve worden weggelaten.

2. In het tiende lid moet worden verwezen naar artikel 40, en niet naar artikel 30, van de ordonnantie van 17 juli 2003 ‘houdende de Brusselse Huisvestingscode’, gewijzigd bij de ordonnantie van 11 juli 2013.

3. In het elfde lid moet worden gepreciseerd dat het gaat om artikel 9 van de ordonnantie van 28 mei 2015 ‘tot oprichting van een instelling van openbaar nut waarin het

beheer van het preventie- en veiligheidsbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is samengebracht’.

4. Noch het advies van de raad van bestuur van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij, noch het advies van de raad van bestuur van de Gewestelijke Vennootschap van de Haven van Brussel vormt een verplicht vormvereiste. Die adviezen horen dus niet thuis bij de aanhefverwijzingen, maar ze kunnen als facultatieve vormvereisten in de vorm van overwegingen worden vermeld.<sup>1</sup> Het zestiende en het zeventiende lid van de aanhef moeten bijgevolg worden weggelaten.

5. Aangezien het besluit ook betrekking heeft op het personeel van het Brussels Planningsbureau,<sup>2</sup> moet in een nieuw twaalfde lid ook artikel 10 van de ordonnantie van 29 juli 2015 ‘houdende oprichting van het Brussels Planningsbureau’ worden vermeld.

6. De voordragende ministers moeten niet in een lijst worden opgesomd maar in een doorlopende tekst worden vermeld.<sup>3</sup>

Dezelfde opmerking geldt voor de redactie van de uitvoeringsbepaling.<sup>4</sup>

## DISPOSITIEF

### Artikel 1

De afdeling Wetgeving wijst de steller van het ontwerp erop dat het ontwerp geen betrekking heeft op het personeel van Brussel Gas Elektriciteit – BRUGEL, terwijl het besluit van 3 mei 2012 bij een besluit van 25 februari 2016 gewijzigd is om het op dat personeel van toepassing te maken. De steller van het ontwerp moet nagaan of de werkingssfeer van het ontwerp niet moet worden verruimd tot die instelling en of de aanhef niet dienovereenkomstig moet worden aangevuld.

### Artikel 2

1.1. Zoals de afdeling Wetgeving in haar advies 51.075/2 heeft opgemerkt,<sup>5</sup> “is het [blijkbaar] de bedoeling om met [de] definities [van ‘structurele telewerker’ en ‘occasionele

<sup>1</sup> *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 31.

<sup>2</sup> Dat wordt namelijk vermeld in artikel 2, § 1, 1°, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, waarnaar verwezen wordt in artikel 1, 2° van het ontwerp. Er wordt voorts op gewezen dat in de Nederlandse versie van de laatstgenoemde bepaling, het opschrift van het betreffende besluit niet volledig wordt weergegeven.

<sup>3</sup> *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 41 en formule F 3-8-2.

<sup>4</sup> *Ibid.*, aanbevelingen 162 tot 168, formule F 4-7-2.

telewerker'] een regeling uit te werken waarin de telewerker die geen 'mobiele telewerker' is een structurele of een occasionele telewerker is".

1.2. In de definities van die verschillende begrippen moet die tweedeling duidelijker naar voren komen.

1.3. Voor het overige merkt de afdeling Wetgeving op dat de ontworpen definities niet beantwoorden aan het vooropgestelde doel, aangezien bijvoorbeeld een telewerker wiens regeling inzake telewerk zou voorzien in telewerk op regelmatige basis, en wel één woensdag op de twee, in geen enkele van die twee categorieën zou kunnen worden ondergebracht.

Als het de bedoeling van de steller van het ontwerp is een werkverdeling te verbieden die niet met een van de twee ontworpen definities in overeenstemming is, moet hij dat doen in een afzonderlijk artikel en niet door middel van definities, waarin geen regelgevende elementen mogen voorkomen.<sup>6</sup>

2. De definitie van het begrip "functionele chef", in artikel 2, 10°, van het ontwerp, is niet duidelijk<sup>7</sup> en laat in sommige gevallen niet toe één welbepaalde persoon aan te duiden. Dat komt doordat de uitdrukking "en / of" wordt gebruikt.

De bepaling moet worden herzien zodat duidelijker wordt bepaald wie de functionele chef is die een advies uitbrengt over de aanvraag tot telewerk.

3. Omwille van de rechtszekerheid moet in artikel 1 van het ontwerp het begrip "werkdag" worden gedefinieerd.<sup>8</sup>

### Artikel 3

1. De steller van het ontwerp is niet bevoegd om de opdrachten van het basisoverlegcomité te regelen. Daarvoor is de federale wetgever bevoegd.

In het eerste lid, 1°, moeten de woorden "en legt deze lijst voor aan het Basisoverlegcomité" worden weggelaten.

2. In het tweede lid moeten de woorden "in het punt 2" vervangen worden door de woorden "in 2°".

---

<sup>5</sup> Advies 51.075/2, op 2 april 2012 gegeven over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 mei 2012 'betreffende telewerk'.

<sup>6</sup> *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 97.

<sup>7</sup> Die definitie komt voort uit de artikelen 1, 6°, van de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 'houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' en 'houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'.

<sup>8</sup> *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 95.

#### Artikel 4

1. Omwille van de duidelijkheid moeten de woorden “binnen de drie werkdagen (lees: binnen drie werkdagen)” tussen de woorden “Een kopie van het negatief advies wordt” en “aan het personeelslid” worden geplaatst.

2. De gemachtigde van de minister preciseert dat de steller van het ontwerp ernaar streeft van de klacht waarin artikel 4, § 3, van het ontwerp voorziet, een verplichte voorafgaande voorwaarde te maken voor het verzenden van het dossier van de aanvraag tot telewerk van een werknemer aan de directieraad. De tekst van het ontwerp moet dan ook worden aangevuld, zodat daarin uitdrukkelijk wordt vermeld welke de gevolgen zijn indien niet op tijd een klacht is ingediend.

#### Artikel 6

Paragraaf 1, tweede lid, bepaalt het volgende: “Voor de statutaire personeelsleden maakt het in het eerste lid bedoelde akkoord het voorwerp uit van een unilaterale beslissing”. Om te voorkomen dat terminologie wordt gebruikt die onderling tegenstrijdig is, is het beter het begrip “akkoord” alleen voor het contractueel personeel te gebruiken en voor het statutair personeel te spreken van de “beslissing van de werkgever waarbij dat akkoord wordt vastgelegd”.

#### Artikel 7

Gelet op de budgettaire weerslag die de vaststelling van een vergoeding in verband met het telewerk zeker zal hebben, is de machtiging waarin artikel 7 van het ontwerp voorziet, buitensporig.

De regering moet het bedrag van de vergoeding voor de telewerkers zelf vaststellen.

Bijgevolg moet artikel 7 worden weggelaten.

#### Artikel 8

1. Uit de toelichtingen van de gemachtigde van de minister blijkt dat artikel 8, § 2, van het ontwerp in geen geval betrekking heeft op de mobiele telewerkers, aangezien op hen enkel en alleen artikel 8, § 3, van het ontwerp van toepassing is.

Bijgevolg moet worden gepreciseerd dat in artikel 8, § 2, van het ontwerp niet alle telewerkers worden bedoeld, maar enkel de structurele en de occasionele telewerkers.

2. In paragraaf 2 moeten de woorden “uren” en “minuten” voluit worden geschreven, ofwel moeten de afkortingen van de wettelijke meeteenheden worden gebruikt.<sup>9</sup>

### Artikel 10

1. In artikel 10, tweede lid, maakt de steller van het ontwerp bij het vaststellen van het toegestane maximumaantal dagen telewerk per week, geen onderscheid tussen de werknemers naargelang van het aantal uren dat ze respectievelijk moeten presteren.

De beperking van het telewerk die het ontworpen besluit oplegt, zal verschillen naargelang een personeelslid voltijds of deeltijds werkt. Een deeltijds personeelslid zou bijvoorbeeld toestemming kunnen krijgen om al zijn werkuren via telewerk te presteren, terwijl die mogelijkheid voor een voltijds personeelslid niet bestaat.

De steller moet zich ervan vergewissen dat een dergelijk dispositief in overeenstemming is met de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie.

2. Uit artikel 2, 6°, van het ontwerp vloeit voort dat de definitie van “mobiel telewerk” uitsluitend slaat op het telewerk dat een mobiele werknemer op zijn woonplaats verricht.

Bijgevolg moeten de woorden “of op elke andere overeengekomen verblijfplaats buiten de lokalen van de werkgever” uit artikel 10, vierde lid, worden geschrapt.

### HOOFDSTUK IV

De Franse tekst van het opschrift moet worden geredigeerd als volgt: “Durée et extinction de l'accord de télétravail”.

### Artikel 17

1. Er zijn twee artikelen 17; het ontwerp moet correct worden hernoemd.
2. Wat het eerste artikel 17 betreft, moet, wanneer de op te heffen regeling gewijzigd is, de steller van het ontwerp de oorspronkelijke tekst opheffen met vermelding van de nog geldende wijzigingen ervan.<sup>10</sup>

<sup>9</sup> Zie de tabel tot vaststelling van de wettelijke meeteenheden en hun veelvouden en delen, gevoegd bij het koninklijk besluit van 14 september 1970 ‘houdende gedeeltelijke inwerkingtreding van de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, meetstandaarden en meetwerktuigen en tot vaststelling van de wettelijke meeteenheden en van de standaarden en regels ter reproductie van deze eenheden’, in het bijzonder hoofdstuk I, punt 6.

<sup>10</sup> *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 138 en formule F 4-3-2.

3. In het tweede artikel 17, waarvan de opmaak moet worden aangepast en dat artikel 18 moet worden, schrijve men “zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit”.<sup>11</sup>

Voor het overige verwijst de afdeling Wetgeving naar opmerking 6 over de aanhef.

#### WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKING

De hoofdstukken moeten met Arabische cijfers worden genummerd.<sup>12</sup>

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

---

<sup>11</sup> *Ibid.*, aanbevelingen 162 tot 168 en formule F 4-7-2.

<sup>12</sup> *Ibid.*, aanbeveling 64.